

## Une grève d'intérêt national. Réflexions sur la mobilisation en temps de grève : le cas de Kirkland Lake

Sophie Blais

Number 37, 2012

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1012729ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1012729ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut franco-ontarien

ISSN

0708-1715 (print)

1918-7505 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Blais, S. (2012). Une grève d'intérêt national. Réflexions sur la mobilisation en temps de grève : le cas de Kirkland Lake. *Revue du Nouvel-Ontario*, (37), 109–132. <https://doi.org/10.7202/1012729ar>

# Une grève d'intérêt national. Réflexions sur la mobilisation en temps de grève : le cas de Kirkland Lake

SOPHIE BLAIS

*Université du Québec à Montréal*

Cette recherche inédite porte sur l'histoire du travail dans le Nord ontarien<sup>1</sup>. Elle s'avère importante pour les études sur l'Ontario français, car peu d'auteurs s'intéressent aujourd'hui à la présence francophone dans l'histoire ouvrière ontarienne. Qui plus est, lorsqu'ils le font, ils diffusent rarement leurs résultats de recherche en français<sup>2</sup>. Dans nos travaux antérieurs, nous nous étions penchés sur la grève des mines d'or de Kirkland Lake de 1941-1942, pour montrer que, au-delà de l'expression de

---

<sup>1</sup> Cette recherche, qui a été rendue possible grâce à l'appui financier du Conseil de recherches en sciences humaines du Canada et de la Fondation Baxter et Alma Ricard, s'inspire d'un chapitre provenant de notre mémoire de maîtrise intitulé : « Place aux individus. Les itinéraires professionnels des travailleurs lors de la grève de Kirkland Lake, 1941-1942 », Mémoire de maîtrise, Sudbury, Université Laurentienne, 2009, 166 p. Nous tenons aussi à remercier Guy Gaudreau pour ses nombreux commentaires tout au long de la rédaction de ce texte.

<sup>2</sup> Notons le numéro thématique sur les mineurs dirigé par Guy Gaudreau (« Les ouvriers-mineurs de la région de Sudbury, 1886-1930 », *Revue du Nouvel-Ontario*, n° 17, 1995, 146 p.). Voir aussi Guy Gaudreau, « Le témoignage fictif d'Oscar Bougie ou réflexions sur les accidents, suspensions et maladies à la Lake Shore de Kirkland Lake », *Revue du Nouvel-Ontario*, n° 33, 2008, p. 41-68.

solidarité, une grève est aussi le théâtre de multiples choix individuels qui sont masqués par une insertion forcée dans un rapport collectif de force patronal et syndical ou par un contexte, un environnement qui structure l'ordre des possibles (temps de guerre, l'or comme monnaie d'échange, intervention gouvernementale ou policière, etc.). À l'aide d'une étude approfondie des fiches d'embauche et de service du personnel, tenues par la principale société aurifère prenant part au conflit, la *Lake Shore Gold Mine*, nous avons pu reconstituer, en partie, les trajectoires individuelles de centaines de travailleurs. De cette façon, l'histoire du travail fait également partie de l'histoire franco-ontarienne, notamment parce que des Canadiens français ont pris part à la scène, pour conserver la métaphore théâtrale, et, parce qu'ils y ont exercé leur capacité de choisir.

À l'automne 1941, à l'aube du déclenchement de la grève, 196 Canadiens français œuvrent à la mine Lake Shore, chiffre représentant approximativement 20 % du total des travailleurs<sup>3</sup>. À cette époque, les francophones étaient manifestement présents dans la communauté qui comptait alors plus de 20 000 habitants. Le facteur ethnique ne semble pas néanmoins avoir eu une influence considérable sur le déroulement de la grève, même si la solidarité syndicale fut beaucoup plus manifeste et homogène chez les travailleurs issus de l'immigration (Yougoslaves, Scandinaves, Polonais, etc.) que chez les Canadiens anglais ou français. Toujours est-il que les travailleurs Canadiens français sont divisés à part à peu près égale entre ceux qui se mobilisent solidairement en

---

<sup>3</sup> Au sujet de l'ethnicité des travailleurs œuvrant à la mine Lake Shore pendant la grève, voir Blais, « Place aux individus... », *op. cit.*, p. 108-112. Ce chiffre ne tient pas compte d'une trentaine de travailleurs canadiens dont l'origine demeure inconnue.

faveur de la grève et ceux qui poursuivent le travail ou encore quittent simplement la ville. Seuls leur présence au sein des briseurs de grève aura été notable, car les Canadiens français formeront les trois quarts de ce petit groupe de travailleurs<sup>4</sup>.

Sans prétendre que ces choix individuels aient eu un effet décisif sur le déroulement et, finalement, sur l'échec de la grève, ils modifient suffisamment le dire de l'événement qui voyait, dans cette manifestation de solidarité, l'élément précurseur de l'élaboration du système de relations industrielles canadien, notamment autour de la reconnaissance syndicale rendue en partie possible grâce au décret en temps de guerre CP 1003 en 1944. De la même façon, Guy Gaudreau avait souligné l'importance des choix individuels propres à instituer de nouvelles pratiques dans le monde du travail. Il avait démontré qu'en l'absence d'une volonté gouvernementale et patronale d'instaurer des congés de vacances, les travailleurs utilisaient les absences autorisées pour allonger la période de repos dominical. En somme, ils se créaient, eux-mêmes, leurs congés de fins de semaine<sup>5</sup>. Ces pratiques individuelles étaient suffisamment répandues dans l'industrie minière pour avoir forcé, en quelque sorte, la main des gouvernements à légiférer dans ce sens avant la fin de la guerre.

Dans la même veine, nous poursuivons ici notre analyse de la solidarité syndicale telle qu'elle se manifeste à travers le soutien apporté à l'effort de grève, afin de nuancer les généralisations quant aux formes de solidarité.

---

<sup>4</sup> Au total, 29 personnes sont embauchées pendant le conflit. À ce sujet, voir *ibid.*, p. 82-85.

<sup>5</sup> Guy Gaudreau, « Les absence au travail, 1927-1943 : congés, fins de semaine et vacances annuelles à Kirkland Lake », *Labour/Le Travail*, vol. 62, automne 2008, p. 51-78.

## Présentation de la recherche

La grève des mines d'or de Kirkland Lake, qui a eu lieu du 18 novembre 1941 au 12 février 1942, demeure, malgré son échec, un épisode important de l'histoire ouvrière canadienne. Importante, parce que la grève est déclenchée dans une industrie jugée essentielle à l'effort de guerre dans une période plutôt précaire et qu'elle réussit tout de même à mobiliser un nombre considérable de travailleurs dans l'unique but d'obtenir la reconnaissance syndicale et, subséquemment, le droit à la négociation collective<sup>6</sup>. En dépit de son caractère local, la grève prend rapidement une dimension nationale, car elle conteste à la fois le contrôle gouvernemental exercé sur ce secteur industriel et l'intransigeance du secteur minier dans la gestion des salaires et des conditions de travail. Il y a, à cette époque, peu de lois fédérales qui protègent les travailleurs de l'industrie puisqu'il n'existe aucune version canadienne du *New Deal*, notamment au chapitre de la reconnaissance syndicale<sup>7</sup>.

Si le conflit attire plusieurs réactionnaires qui accusent les grévistes d'antipatriotisme en temps de guerre, il réussit tout de même à mobiliser bon nombre d'organismes et d'individus qui soutiennent ouvertement l'effort de grève mené dans le Nord ontarien. En effet, l'évène-

<sup>6</sup> Pour une analyse complète des événements menant au déclenchement de la grève, on se référera à l'incontournable ouvrage de Laurel Sefton MacDowell, *Remember Kirkland Lake. The Gold Miners' Strike of 1941-1942*, Revised Edition, Toronto, Canadian Scholars' Press, 2001 (1983), 292 p.

<sup>7</sup> Aux États-Unis, la négociation collective avait déjà fait ses preuves et les leaders syndicaux américains s'étaient mis à l'œuvre pour mettre sur pied des syndicats en espérant obtenir le même droit pour les travailleurs canadiens. Pour une revue complète de l'histoire syndicale au Canada, voir Charles Lipton, *Histoire du syndicalisme au Canada et au Québec 1827-1959*, Montréal, Parti Pris, 1979, 500 p.

ment obtient une couverture médiatique importante d'un bout à l'autre du pays en faisant souvent la une des journaux. Souvent mentionnée dans les synthèses d'histoire ouvrière, la grève de Kirkland Lake est en quelque sorte devenue l'archétype de la confrontation entre la force ouvrière et la force patronale en l'absence de législation protégeant les travailleurs et de reconnaissance de leurs droits de se syndiquer<sup>8</sup>.

La grève, menée par l'unité locale 240 du syndicat *United Mine, Mill and Smelter Workers*, syndicat membre du Congrès des organisations industrielles (COI), mobilise au départ approximativement 4 000 travailleurs dans huit des douze mines de la région de Kirkland Lake. À l'échelle nationale et internationale, l'unité locale 240 peut compter sur des appuis provenant du mouvement ouvrier qui répond à l'appel du syndicat en amassant des fonds pour la cause. Sur la scène locale, ce sont les marchands qui appuient généreusement la grève en négociant des systèmes de crédits pour la distribution de biens et de marchandises aux grévistes. Bien que l'historiographie affirme que les marchands locaux deviennent d'importants créanciers<sup>9</sup> et que le mouvement ouvrier, de son côté, finance abondamment la grève<sup>10</sup>, les auteurs n'élaborent pratiquement pas sur l'ampleur de l'aide apportée. Or, nous ne savons pas dans quelle mesure l'intervention des divers groupes modifie le déroulement des événements

---

<sup>8</sup> Pour la revue de littérature sur la grève, on consultera le premier chapitre dans Blais, « Place aux individus.. », *op. cit.*, p. 4-30.

<sup>9</sup> Sefton MacDowell, *Remember Kirkland Lake*, *op. cit.*, p. 139-140; Mike Solski et John Smaller, *Mine Mill. The History of the International Union of Mine, Mill & Smelter Workers in Canada since 1895*, Ottawa, Steel Rail Publishing, 1984, p. 90.

<sup>10</sup> Irving M. Abella, *Nationalism, Communism and Canadian Labour. The CIO, the Communist Party and the Congress of Labour, 1935-1956*, Toronto, University of Toronto Press, 1973, p. 89.

et jusqu'à quel point leur soutien financier allège le poids énorme qu'exerce le conflit sur les budgets des familles en grève.

L'objectif visé par cette recherche a été de compléter les connaissances relatives aux formes de soutien pendant la grève, et de mesurer, du même coup, la contribution des grévistes sur les piquets de grève. À partir des archives syndicales retrouvées à l'Université York et à l'Université Laurentienne ainsi que d'un dépouillement de quelques journaux d'intérêt<sup>11</sup>, nous examinons l'aide apportée au syndicat local et aux grévistes pendant le conflit. Les divers appuis doivent être mis en lumière afin de saisir la portée de cette grève à l'échelle locale et nationale, voire internationale; grève qui, rappelons-le, se déroule au cœur de la Seconde Guerre mondiale alors que de la situation des Alliés en Europe est toujours incertaine. Somme toute, il semble que l'aide apportée pendant la grève ne fut pas aussi efficace que l'ont prétendu les historiens et les syndicalistes. Ce sont les grévistes et leurs familles qui ont formé le cœur du mouvement d'aide. Conséquemment, il faut repenser ce concept de solidarité en temps de grève et mesurer plus attentivement les effets de la mobilisation sur le déroulement des événements. Une mobilisation peut s'avérer solide, mais les appuis, financiers et autres, peuvent être, comme nous le verrons, insuffisants.

### **Une grève d'intérêt national : l'appui syndical**

Le soutien pour la grève de Kirkland Lake se répand rapidement dans les rangs du mouvement ouvrier canadien. À la fin novembre 1941, à peine une dizaine de

<sup>11</sup> Les journaux suivants ont été dépouillés : *The Canadian Unionist* [Ottawa], *The Globe and Mail* [Toronto], *North Bay Nugget*, *Northern Daily News* [Kirkland Lake], *Northern Miner* [Toronto], *Sault Daily Star* [Sault-Sainte-Marie], *Timmins Daily News*, *Toronto Daily Star*.

jours après le déclenchement de la grève, la centrale syndicale du COI menace de provoquer un débrayage de 24 heures dans les usines canadiennes essentielles à l'effort de guerre en signe d'appui aux grévistes de Kirkland Lake<sup>12</sup>. Plus tard, deux usines de la Nouvelle-Écosse menaceront également à leur tour de faire la grève en gage de solidarité devant un conflit qui tarde à se régler<sup>13</sup>.

Rapidement, un comité national connu sous le nom de *National Kirkland Lake Strike Committee* est mis sur pied avec la responsabilité de coordonner les activités reliées à la grève qui se tiennent à l'extérieur de la ville. Ce comité de grève, formé de syndicalistes provenant de partout au pays, voit non seulement à assurer le financement de la grève, mais aussi à faire pression sur le gouvernement pour la mise en place de législations sur le travail. L'appel est d'ailleurs lancé dans l'édition de décembre du *Canadian Unionist* : on sollicite l'aide de tous les syndicats du pays afin de recueillir des fonds pour la grève et faire connaître les causes du conflit<sup>14</sup>. En effet, la grève suscite plusieurs espoirs, la victoire des grévistes de Kirkland Lake signifierait un précédent en faveur de la reconnaissance syndicale obligatoire pour tous les travailleurs industriels au pays<sup>15</sup>.

Un dossier financier tenu et conservé par le syndicat nous fait part des contributions monétaires précises faites au Fonds de la grève de Kirkland Lake (tableau 1). Au

---

<sup>12</sup> E.G. Smith, « Unionist proposes 24 hour Disruption of War Production Across Canada », *The Globe and Mail*, 28 novembre 1941, p. 1 et 10.

<sup>13</sup> « Threaten Strike in Sympathy », *Timmins Daily News*, 30 janvier 1942, p. 1; « Workers in Steel Plant may Strike », *Timmins Daily News*, 2 février 1942, p. 1.

<sup>14</sup> Voir « The Situation at Kirkland Lake », *The Canadian Unionist*, décembre 1941, p. 154 et 160.

<sup>15</sup> *Ibid.*, p. 153.



total, 871 dons sont enregistrés entre le 6 décembre 1941 et le 31 décembre 1943, provenant d'organismes, de syndicats, de partis politiques et d'individus.

**Tableau 1**

**Tableau synthèse des principaux contributeurs au fonds de grève de Kirkland Lake<sup>16</sup>**

<b>Épiceries et laiteries</b>	<b>Crédit alloué</b>
Blazevich Bros.	310 \$
Butorac's Grocery	1560 \$
Clemens Store	93 \$
Coopérative des travailleurs du Nouvel-Ontario	9728 \$
King Kirkland Miners Supply	73 \$
Lindford's Dairy	1828 \$
London Grocery	773 \$
Main St. Fruit Market	721 \$
N & D Store	263 \$
Producers Dairy	1184 \$
Star Store	901 \$
Union Grocery	474 \$
Vilo & Co.	418 \$
West End Grocery	360 \$
<b>Transports et carburants</b>	<b>Crédit alloué</b>
McLellan Transportation Co.	57 \$
Corporation du canton de Teck	1931 \$
<b>Fonds liquides</b>	<b>Crédit alloué</b>
Dons individuels	176 \$

<sup>16</sup> Archives de l'Université York (dorénavant AUY), Archives Clara Thomas (dorénavant ACT), Fonds F0167 Ray Stevenson (dorénavant F0167), Boîte 6, Fichier 2, Séries de tableaux « Contribution to Kirkland Lake Strike Fund », 1<sup>er</sup> février 1943 à 31 décembre 1943; Boîte 7, Fichier 3, Séries de tableaux « Contribution to Kirkland Lake Strike Fund », 6 décembre 1941 à 7 juillet 1942.

Outre les cotisations syndicales des travailleurs et les fonds déjà amassés, l'unité locale de Kirkland Lake réussit, grâce à 353 dons à partir de décembre jusqu'à la fin de la grève, à recueillir près de 63 450 \$ et un prêt de 10 000 \$ du COI de Washington<sup>17</sup>. C'est le syndicat du *United Mine Workers of America* qui contribue le plus pendant la grève. Ce sera ensuite, sans surprise, le *Mine Mill* qui soutiendra surtout le fonds de grève.

La compilation des finances du syndicat nous indique que près de 280 unités locales représentant plus de 100 syndicats auront versé des sommes d'argent, sans compter l'aide apportée par plus d'une quarantaine d'organismes et par une soixantaine d'individus<sup>18</sup>. La mobilisation est bel et bien amorcée et l'aide provient d'un bout à l'autre du continent. À l'exception de l'aide apportée par le COI,

---

<sup>17</sup> AUY, ACT, F0167, Boîte 7, Fichier 3, Document « Contribution to Kirkland Lake Strike Fund », p. 24.

<sup>18</sup> On consultera aussi les articles suivants au sujet des appuis syndicaux : « Glace Bay Miners Will Aid Strikers », *Timmins Daily News*, 24 novembre 1941, p. 3; « What the Unions are Doing. From the Atlantic to the Pacific », *The Canadian Unionist*, décembre 1941, p. 165-168; « Toronto Unions to Aid Strikers », *Timmins Daily News*, 11 décembre 1941, p. 3; « Claim 1099 Men Working. Steel Workers Give \$20,000 in Support of Kirkland Strike », *Sault Daily Star*, 2 décembre 1941, p. 1; « Numbers at Mines Still Increasing », section « Pledge Aid », *Northern Daily News*, 2 décembre 1941, p. 4; « Halifax Sending Aid to Kirkland », *Timmins Daily News*, 6 décembre 1941, p. 2; « United Mine Workers Will Assist Strikers », *Timmins Daily News*, 6 décembre 1941, p. 3; « Union Announces More Donations », *Timmins Daily News*, 6 décembre 1941, p. 3; « Day's Pay to Aid Strikers Asked of All Union Men », *Toronto Daily Star*, 1<sup>er</sup> décembre 1941, p. 10; « What the Unions are Doing. From the Atlantic to the Pacific », *The Canadian Unionist*, janvier 1942, p. 189-191; « Coal Miners Union Donates \$75 to Kirkland Strike », *The Northern Miner*, 1<sup>er</sup> janvier 1942, p. 3; « Miners in East Support Strikers », *North Bay Nugget*, 26 janvier 1942, p. 22; « Labour News. Congress Unions at Work from the Atlantic to the Pacific », *The Canadian Unionist*, février 1942, p. 211-215.

c'est l'unité locale 26 du syndicat des *Mine Workers* de Glace Bay, en Nouvelle-Écosse, qui contribue le plus au fonds de grève. L'aide américaine est aussi considérable. Le *Mine Mill* de Denver contribue plus de 13 000 \$, tandis que le syndicat des Métallos de Pittsburgh et le syndicat des Travailleurs unis de l'automobile de Détroit offrent chacun 5 000 \$. D'autres syndicats font également des dons appréciables, comme le syndicat *Industrial Fur and Leather Workers Union* de New York, avec une somme de 1 000 \$.

À la fin, sans compter les sommes allouées par les marchands locaux, que nous examinerons dans la prochaine section, approximativement 101 600 \$ sont reçus sous forme de dons jusqu'en décembre 1943, date à laquelle le *Mine Mill* accorde le financement nécessaire pour acquitter les dettes de l'unité locale 240<sup>19</sup>. Les entrevues menées auprès des leaders syndicaux présents à Kirkland Lake confirment que l'appui venant des autres syndicats pendant la grève a été important<sup>20</sup>. Selon Bob Miner, « la grève de Kirkland Lake a été l'un des événe-

---

<sup>19</sup> À partir de décembre 1943, le local enregistre finalement un surplus; un montant de 12 500 \$ est enregistré dans le dossier du syndicat le 13 décembre 1943, voir AUY, ACT, F0167, Boîte 6, Fichier 2, « Contribution to Kirkland Lake Strike Fund », 1<sup>er</sup> octobre 1943 à 31 décembre 1943, p. 1. Voir également la lettre de l'*International Union of Mine, Mill and Smelter Workers* à William Simpson (4 octobre 1943); lettre de William Simpson à Pat Conroy du Congrès canadien du travail (20 octobre 1943) dans *ibid.*, série de lettres du bureau de William Simpson.

<sup>20</sup> Robert H. Carlin, *I Know Mine Mill... Do You?*, Toronto, United Steelworkers of America, CLC, AFL-CIO, p. 11, document retrouvé dans les Archives de l'Université Laurentienne (dorénavant AUL), Fonds d'archives P070 George Prusila (dorénavant P070), Boîte F29.3, George Prusila Papers, Fichier 3, Dossier 11, *Mine Mill Clippings*; voir aussi AUL, Fonds P019 Mike Solski (dorénavant P019), Boîte F47 3.2, Documents audio, Transcription de cassette n° 69, Mike Solski et Jim Tester (29 septembre 1994), p. 11.

ments les plus audacieux pour la classe ouvrière, dans son ensemble. Grâce à cette grève et à l'appui des travailleurs, nous avons obtenu la législation sur le travail rendant la reconnaissance syndicale obligatoire<sup>21</sup> ».

### **Solide mobilisation dans la communauté**

Assurément, le déclenchement de la grève affecte aussi le train de vie quotidien à Kirkland Lake, petite ville du Nord ontarien. La communauté est divisée, certes, mais nous connaissons peu les prises de positions de ses habitants, de ses marchands et de ses clubs sociaux. Une enquête, datant du début du mois de décembre 1941, révèle que 60 % des citoyens de Kirkland Lake auraient été en faveur de la grève, tandis que 30 % auraient été expressément contre, laissant 10 % de la population indécise<sup>22</sup>. Cependant, ces chiffres sont loin d'être fiables si l'on tient compte des nombreux départs des lignes de piquetage attestant sans doute du changement de position des grévistes face au conflit<sup>23</sup>. Sefton MacDowell rapporte que les membres de professions libérales auraient surtout appuyé les compagnies minières<sup>24</sup>. Wetjen et Irvine

---

<sup>21</sup> Traduction libre de « [...] the Kirkland Lake strike was one of the most adventurous, for the working class as a whole, that ever took place. As a result of what took place there, we obtained labor legislation which made recognition of unions compulsory once a majority backed the union », Bob Miner cité dans Solski et Smaller, *Mine Mill, op. cit.*, p. 92.

<sup>22</sup> « 60 p.c. of Residents Said Behind Strike », *Toronto Daily Star*, 9 décembre 1941, p. 15.

<sup>23</sup> Pour une revue détaillée du déroulement de la grève à la mine Lake Shore, la plus importante des sociétés aurifères de la région, voir Sophie Blais, « Nouvelles réflexions sur les travailleurs et la grève de Kirkland Lake, 1941-1942 », *Labour/Le Travail*, vol. 64, automne 2009, p. 107-133. À la Lake Shore, environ un tiers des grévistes ont quitté les piquets de grève avant la fin du conflit.

<sup>24</sup> Sefton MacDowell, *Remember Kirkland Lake, op. cit.*, p. 145.

affirment, de leur côté, que la majorité des membres du Conseil de ville sympathise avec les grévistes<sup>25</sup>, alors que Pelletier avance que les candidats à l'élection municipale du 1<sup>er</sup> décembre 1941 étaient divisés<sup>26</sup>. Du côté des organisations, la congrégation de l'Église Unie du Canada à Kirkland Lake semble être l'une des seules institutions religieuses qui conserve sa neutralité pendant le conflit<sup>27</sup>. L'Église catholique, quant à elle, est divisée; le prêtre catholique francophone prend une position propatronale en encourageant la venue de briseurs de grève du Québec, tandis que les catholiques irlandais soutiennent plutôt l'action syndicale<sup>28</sup>. Comme le rappelle Sefton

MacDowell, les églises constituent l'un des seuls endroits où les patrons et les travailleurs détiennent des positions d'importance<sup>29</sup>.

Tout comme les organismes, les marchands n'ont pas de position commune. Plusieurs d'entre eux octroient des prêts importants à l'unité locale 240 en honorant un système de coupons d'une valeur hebdomadaire de 8 \$ fournis par le syndicat aux grévistes<sup>30</sup>. Un tableau des créanciers locaux conservé par le syndicat nous indique

---

<sup>25</sup> André Wetjen et L.H.T. Irvine, *The Kirkland Lake Story. A Pictorial History*, Kirkland Lake, Town of Kirkland Lake, 1988, p. 89.

<sup>26</sup> Jean-Yves Pelletier, *Kirkland Lake*, Ottawa, Centre franco-ontarien de ressources pédagogiques, 1988, p. 96.

<sup>27</sup> On consultera la section sur les églises dans Sefton MacDowell, *Remember Kirkland Lake*, *op. cit.*, p. 147-153.

<sup>28</sup> Wayne Roberts, *Miner's Life. Bob Miner and Union Organizing in Timmins, Kirkland Lake and Sudbury*, Hamilton, Labor Studies Program/McMaster University, 1979, p. 6.

<sup>29</sup> Sefton MacDowell, *Remember Kirkland Lake*, *op. cit.*, p. 147.

<sup>30</sup> Cette entente est confirmée dans l'historiographie, voir *ibid.*, p. 139; voir également « Union to Issue Relief Vouchers to Men on Strike », *Northern Daily News*, 28 novembre 1941, p. 8. On ne sait toutefois pas si les coupons ont été versés jusqu'à ce que la grève soit levée.

que la somme de 20 850 \$ a été consentie sous forme de crédit au fonds de grève. C'est la Coopérative des travailleurs du Nouvel-Ontario qui est de loin le plus grand créancier lors de la grève<sup>31</sup>. La répartition des sommes allouées par les marchands et par quelques autres organismes est reproduite au tableau 2.

---

<sup>31</sup> Voir la lettre de William Simpson, président du local 240 du *Mine Mill*, à la Coopérative (7 octobre 1943) dans AUY, ACT, F0167, Boîte 6, Fichier 2, Série de lettres du bureau de William Simpson. Sur la Coopérative des travailleurs du Nouvel-Ontario, on consultera l'ouvrage d'Andrée Lévesque (*Scènes de la vie en rouge. L'époque de Jeanne Corbin, 1906-1944*, Montréal, Les Éditions du remueménage, 1999) qui présente la philosophie et les activités de l'organisme à Timmins où elle tient également un magasin, (voir p. 163-171.)

**Tableau 2**

**Liste des créanciers de l'unité locale 240  
du syndicat *Mine Mill* de Kirkland Lake<sup>32</sup>**

Syndicat ou organisme	Contribution pendant la grève	Contribution après la grève *	Total
Fraternité internationale des chaudronniers	727 \$ (4 dons)	2 250 \$ (5 dons)	2 977 \$
Fraternité canadienne des cheminots	2 662 \$ (26 dons)	661 \$ (42 dons)	3 323 \$
<i>International Union of Mine, Mill and Smelter Workers</i>	6 923 \$ (39 dons)	14 410 \$ (18 dons)	21 333 \$
Métallurgistes Unis d'Amérique	9 123 \$ (28 dons)	2 357 \$ (17 dons)	11 480 \$
Travailleurs Unis de l'automobile	11 795 \$ (17 dons)	1 844 \$ (7 dons)	13 639 \$
<i>United Mine Workers of America</i>	17 077 \$ (29 dons)	12 229 \$ (49 dons)	29 306 \$

\* Selon la documentation disponible; les données sont manquantes pour les dons numérotés de 689 à 800, soit de juillet à décembre 1942, ainsi ceux de 847 à 864, soit de mai à septembre 1943.

La correspondance entre les marchands locaux et le syndicat nous indique que la plupart des marchands ont consenti à une remise de 60% sur les dettes accumulées afin de régler les comptes en souffrance après la grève<sup>33</sup>.

<sup>32</sup> AUY, ACT, F0167, Boîte 6, Fichier 2, Document « List of Creditors ».

<sup>33</sup> Cet accord est confirmé à travers la correspondance du syndicat avec les marchands locaux. Une lettre du trésorier du local 240 adressée à William Simpson, en date du 18 octobre 1943, signale l'entente probable entre les marchands qui acceptent un remboursement de 60% pour chaque dollar dû. Par la suite, une lettre du 5 novembre 1943 de Simpson adressée à la Coopérative explique que tous les marchands de Kirkland Lake ont accepté les termes de cette entente. On consultera également les lettres suivantes provenant des mar-

Cela représente un don d'environ 7 000 \$ de leur part. La Corporation du canton de Teck, de son côté, octroie près de 1 000 \$ au syndicat<sup>34</sup>. La Coopérative des travailleurs du Nouvel-Ontario, quant à elle, acceptera comme règlement, en novembre 1943, le paiement de 75 % des sommes prêtées<sup>35</sup>. Chose certaine, les marchands continuent à faire crédit longtemps après la fin de la grève et seuls les commerçants du *Economy Store* et du *West End Grocery* semblent avoir exigé d'être remboursés en entier<sup>36</sup>. Comme la correspondance laissée en archives est limitée, nous ne pouvons pas savoir si d'autres accords ultérieurs entre le syndicat et les marchands ont été conclus. L'appui ne semble cependant pas s'arrêter à ces seuls marchands. Selon Solski et Smaller, les propriétaires, tout comme la direction des services d'hydroélectricité, auraient différé les paiements des loyers et des factures des grévistes<sup>37</sup>.

Retenons surtout que la grève ne concerne pas que les mineurs, mais aussi la communauté des affaires qui doit s'assurer de conserver sa clientèle une fois la grève termi-

---

chands : William Simpson à Clemens Store (20 octobre 1943); Lindford's Dairy à William Simpson (26 octobre 1943) dans AUY, ACT, F0167, Boîte 6, Fichier 2, Série de lettres du bureau de William Simpson.

<sup>34</sup> Basé sur la confirmation de paiement de 965 \$ fait par le syndicat, signifiant une remise de 50 % des fonds alloués, voir *ibid.*, reçu de la Corporation du Canton de Teck, Kirkland Lake (5 décembre 1943).

<sup>35</sup> Voir la lettre de la Coopérative des travailleurs du Nouvel-Ontario à William Simpson (1<sup>er</sup> novembre 1943) dans *ibid.*, Série de lettres du bureau de William Simpson.

<sup>36</sup> Cela explique l'absence du *Economy Store* de la liste des créanciers, voir « Simpson, Carlin, Brown are Sued by Economy Store », *Northern Daily News*, 27 février 1942, p. 1 et 3. Le *West End Grocery* tiendra également à recevoir en entier l'argent qu'il avait prêté, voir la lettre de William Simpson à *West End Grocery* (21 octobre 1943) dans AUY, ACT, F0167, Boîte 6, Fichier 2, Série de lettres du bureau de William Simpson.

<sup>37</sup> Voir Solski et Smaller, *Mine Mill*, *op. cit.*, p. 90.



née, et que les sommes en jeu ne représentent qu'une petite fraction de leurs besoins, compte tenu du nombre de grévistes sur les piquets de grève qui doivent soutenir leur famille.

### Les femmes et la grève

L'époux n'est jamais en grève sans impliquer sa famille et, au premier chef, son épouse. La grève se vit aussi à la maison. Le portrait de cette grève et de l'appui au niveau local ne pourrait être complet sans considérer la participation des femmes. Ensemble, elles forment un imposant contingent d'épouses et de mères des mineurs. Cependant, retracer le poids et l'influence des femmes dans l'évolution de la grève s'avère une tâche très difficile car peu d'informations ont été rapportées<sup>38</sup>. Interdites dans les mines en dehors des bureaux administratifs des sociétés minières<sup>39</sup>, les femmes de Kirkland Lake ont eu peu d'accès au monde du travail et la grande majorité d'entre elles ont été confinées à leur rôle d'épouse ou de mère de famille<sup>40</sup>.

---

<sup>38</sup> Michelle Perrot rappelle que l'invisibilité des femmes dans les archives a souvent laissé les femmes dans l'ombre, ce qui ne signifie pas pour autant qu'elles sont absentes de l'histoire, voir *Les femmes ou les silences de l'Histoire*, Paris, Flammarion, 1998, p. i-xvi.

<sup>39</sup> N'oublions pas que les femmes ne peuvent pas travailler sous terre en vertu de la *Loi des Mines de l'Ontario* de 1897, voir Moira Armour et Pat Staton, *Canadian Women in History. A Chronology*, Toronto, Seacraft Publications Ltd., 1990, p. 29. Pour une solide analyse des femmes dans les mines au cours de la Deuxième Guerre mondiale, voir Sandra P. Battaglini, « Don't go Down the Mine Mamma! Women in Production Jobs at Inco during World War II, 1942-1945 », Mémoire de maîtrise, Sudbury, Université Laurentienne, 1996, 105 p.

<sup>40</sup> Selon Nancy M. Forestell, la nature du travail minier a occasionné une nette division du travail entre les hommes et les femmes, contraignant les femmes à la sphère domestique, et les obligeant à modeler leur vie autour du travail de leur époux. Au sujet des femmes des mineurs de Timmins, voir son article « The Miner's

Mais, à ce double titre, elles ont assurément eu une influence sur les décisions prises par les mineurs d'appuyer ou non l'effort syndical, si ce n'est que pour présenter un front uni avec leur mari. N'oublions pas, qu'à cette époque, la division des rôles est très accentuée : l'homme est le pourvoyeur et la femme est en charge de l'espace domestique. Comme l'explique Forestell, les épouses de mineurs, en plus d'assumer les responsabilités domestiques et familiales, doivent également exercer le rôle de trésorière<sup>41</sup>. Ce sont donc les femmes qui tiennent les budgets et qui voient au bien être des membres de la famille<sup>42</sup>. Ainsi, nous trouvons indispensable de souligner que l'histoire du travail, trop axée sur les hommes, ne peut se dérouler sans le travail non rémunéré des épouses dans les ménages<sup>43</sup>.

À Kirkland Lake, comme ailleurs, plusieurs femmes participent à la formation et au maintien du mouvement syndical Nord ontarien<sup>44</sup>. La mobilisation des femmes débute avec leur participation au groupe des Dames auxiliaires, lequel organise non seulement des campagnes

---

Wife. Working-Class Femininity in a Masculine Context, 1920-1950 », dans Kathryn McPherson, Cecilia Morgan et Nancy Forestell (dir.), *Gendered Pasts. Historical Essays in Femininity and Masculinity in Canada*, Toronto, University of Toronto Press, 2003 (1999), p. 139-157.

<sup>41</sup> Nancy M. Forestell, « All that Glitters is not Gold. The Gendered Dimensions of Work, Family and Community Life in the Northern Ontario Goldmining Town of Timmins, 1909-1950 », Thèse de doctorat, Toronto, Université de Toronto, 1993, p. 134.

<sup>42</sup> Voir la section intitulée « Consumption and Financial Management », *ibid.*, p. 140-163.

<sup>43</sup> Forestell, « The Miner's Wife... », *op. cit.*, p. 139-140; Mary Powell et Jennifer Keck, « Women and the Changing Face of Labour in Northeastern Ontario », dans Dieter K. Buse (dir.), *Hard Lessons. The Mine Mill Union in the Canadian Labour Movement*, Toronto, Dundurn Press, 1995, p. 82.

<sup>44</sup> Powell et Keck, « Women », *ibid.*, p. 82-83.

de souscription pour venir en aide aux syndicats, mais participe aussi à la mise sur pied d'activités visant à développer et à maintenir la solidarité syndicale<sup>45</sup>. La solidarité des Dames auxiliaires de l'unité locale 240 de Kirkland Lake est manifeste si on en croit les quelques photographies préservées de la grève.

### Figure 1

#### Les femmes paraded dans les rues de la ville



Les épouses des grévistes ont voulu démontrer leur appui en organisant une marche lors du conflit<sup>46</sup>.

<sup>45</sup> *Ibid.*, p. 82. Selon Julie White, les femmes sont longtemps restées en marge des syndicats des hommes, les obligeant ainsi à s'organiser elles-mêmes, voir *Sisters and Solidarity. Women and Unions in Canada*, Toronto, Thompson Educational Publishing, Inc., 1993, p. 1. Au sujet de l'appui des femmes envers les syndicats, voir aussi le texte de Meg Luxton, « From Ladies' Auxiliaries to Wives' Committees », dans Linda Briskin et Lynda Yanz (dir.), *Union Sisters. Women in the Labour Movement*, Toronto, Women's Educational Press, 1983, p. 333-360.

<sup>46</sup> Photographie de Charles McInnes dans Wetjen et Irvine, *The*

Les quelques entrevues menées auprès des épouses des organisateurs syndicaux présents pendant la grève, réalisées il y a plus de 25 ans par Barbara Dunphy, laissent entrevoir l'importance de leur engagement dans la lutte. Pendant la grève, les femmes travaillent à faire la cuisine en prenant même part à des quarts de travail pour apporter le café et le thé aux grévistes<sup>47</sup>. Même pendant le conflit, les tâches domestiques traditionnellement réservées aux femmes s'étendent jusqu'aux piquets de grève! Elles étaient également responsables pour la mise en place des divertissements et elles se chargeaient de faire les achats de nourriture et de vêtements pour les familles dans le besoin<sup>48</sup>. Selon Tom McGuire, l'administrateur nord-ontarien pour le *Mine Mill*, les femmes jouent un rôle capital dans la grève de Kirkland Lake<sup>49</sup>.

Mais si les quelques témoignages conservés en archives parlent du rôle solidaire des épouses aux côtés de leurs maris pendant la grève, il est difficile de saisir le véritable point de vue de ces femmes. Nous ne pouvons croire que l'appui à la cause syndicale ait été aussi inconditionnel que ne le laissent croire les témoignages, car les répercussions du conflit sur le bon fonctionnement du ménage et sur la tenue du budget familial ont sûrement été pénibles<sup>50</sup>.

---

*Kirkland Lake Story*, *op. cit.*, p. 86.

<sup>47</sup> AUL, Fonds d'archive P047 Barbara Dunphy (dorénavant P047), entrevue avec Kay Carlin, cassette n° 4, côté A.

<sup>48</sup> *Ibid.*, entrevue avec Myrtle Macleod, cassette n° 1, côté B.

<sup>49</sup> *Ibid.*, Fonds d'archive P059 Jim Tester (dorénavant P059), Boîte I23 4,2, entrevue avec Tom McGuire et Billie McGuire (31 mars 1979), cassette n° 2, côté B.

<sup>50</sup> Au sujet de l'importance du travail domestique des femmes de familles ouvrières en temps de crise, voir l'ouvrage de Denyse Baillargeon, *Ménagères au temps de la crise*, Montréal, Les Éditions du remue-ménage, 1993 (1991), 312 p. Selon l'auteure, la survie des familles montréalaises pendant la crise des années trente a été rendu possible en partie grâce à la capacité des femmes à tirer

Celles qui ont appuyé le mouvement syndical ont dû redoubler d'inventivité pour subvenir aux besoins des membres de leur famille.

Lorsque Myrtle Macleod, dont l'époux Sam est mécanicien à la mine Lake Shore depuis 1929, est questionnée au sujet de l'échec de la grève et, plus spécifiquement, au sujet des erreurs commises par le syndicat, elle répond : « fermez votre magnétophone et je vous répondrai<sup>51</sup> ». Silence éloquent sans doute qui démontre une forme d'auto-censure. Que penser alors des commentaires de Kay Carlin, épouse de Bob Carlin, organisateur syndical du Mine Mill et ancien *hoistman* de la mine Teck-Hugues, qui déclare : « de nos jours, je crois qu'il vaut mieux pour la femme de participer activement dans l'organisation plutôt que d'agir aux côtés du syndicat<sup>52</sup> ». Comme le laisse entendre un autre témoignage du corpus de Barbara Dunphy, le travail des femmes ne fut pas souvent sollicité et apprécié en dehors de la grève<sup>53</sup>.

### L'aide était-elle suffisante?

Peut-on dire que l'appui pendant le conflit a été efficace? Chose certaine, la mobilisation a été solide et plusieurs groupes ont répondu à l'appel du *Mine Mill*. Il n'est pas

---

profit de leurs expériences antérieures de la pauvreté. Ce sont, en fait, elles qui gèrent les affaires de la famille.

51 Traduction libre de « turn your tape recorder off and I'll tell you », dans AUL, P047, entrevue avec Myrtle Macleod, cassette n° 1, côté B.

52 Traduction libre de « nowadays, I feel it's better for the woman to be right in with the organization, than be a supplement to the union » dans *ibid.*, entrevue avec Kay Carlin, cassette n° 4, côté A.

53 C'est une remarque de Carol Magnusen, épouse d'un mineur de Timmins interviewée dans le cadre de la même série d'enregistrement, à l'effet que le seul temps où les mineurs se sont intéressés à l'implication des femmes est en temps de grève. Voir *ibid.*, entrevue avec Carol Magnusen, cassette n° 12, côté A.

facile de mesurer avec précision l'impact des sommes recueillies par le syndicat sur les besoins des travailleurs puisque la documentation en archives est fragmentaire. De toute évidence, les dettes accumulées pour le maintien d'une grève d'une telle envergure ont pesé lourdement sur l'unité locale 240. Deux semaines après le déclenchement de la grève, un éditorial du *North Bay Nugget*, un journal régional, accuse le COI de ne pas être capable de répondre aux besoins financiers des familles en grève<sup>54</sup>.

À partir de l'évolution des effectifs grévistes de la mine Lake Shore, dont le nombre décroît à toutes les semaines, il est possible d'estimer le nombre total de grévistes dans le besoin et qui dépendent du syndicat<sup>55</sup>. En effet, on peut évaluer de manière très prudente qu'il y a environ 3 700 grévistes à Kirkland Lake au début du conflit<sup>56</sup>. Au début de décembre, ils seraient environ 3 050, au début de la nouvelle année, 2 850, au début de février, 2 600 et au moment où le conflit se termine, ils seraient encore 2 400<sup>57</sup>. Quand on reporte ces chiffres sur les 12 semaines de grève pendant lesquelles le syndicat a versé à tous les grévistes un bon d'achat hebdomadaire de 8 \$, cela représente une somme dont la valeur est d'un peu plus d'un quart de million de dollars. Les négociations avec les marchands créanciers ont néanmoins réduit cette dépense de sorte qu'on peut estimer que le syndicat devait

---

<sup>54</sup> « Are Kirkland Strikers Weakening? », *North Bay Nugget*, 2 décembre 1941, p. 4.

<sup>55</sup> Au sujet de l'évolution quotidienne et hebdomadaire des rapports de force à la mine Lake Shore, voir le tableau dans Blais, « Nouvelles réflexions... », *op. cit.*, p. 114, ainsi que l'annexe A aux p. 130-132.

<sup>56</sup> En cela, nous rejoignons l'estimation présentée par Sefton MacDowell, voir la note 4 dans *Remember Kirkland Lake*, *op. cit.*, p. 243.

<sup>57</sup> Ces chiffres sont basés sur les pourcentages de travailleurs encore présents sur les lignes de piquetage à la mine Lake Shore.

compter au total sur plus de 200 000 \$ pour venir en aide à tous ses membres. Autrement dit, les dons reçus par le mouvement ouvrier n'ont probablement compté que pour la moitié des sommes versées aux membres. Le reste provient forcément des membres qui soit n'ont pas pu obtenir d'aide, soit ont contribué eux-mêmes à la caisse du syndicat<sup>58</sup>. Ce sont les travailleurs en grève qui ont assumé l'essentiel des pertes financières et qui ont accusé le poids de cette grève; tel est habituellement le cas à l'occasion de conflits syndicaux<sup>59</sup>. Ne perdons pas de vue que, selon les données de la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents de travail en Ontario, le salaire moyen avant le déclenchement de la grève est de 34 \$ par semaine<sup>60</sup>. Les pertes salariales provoquées par cet arrêt de travail dépassent

---

<sup>58</sup> À ce sujet, l'anecdote racontée par Bob Miner au sujet des Yougoslaves qui refusent de prendre les bons d'achats du syndicat pour les laisser plutôt aux Britanniques pour qu'ils demeurent sur les piquets de grève, nous indique que certains grévistes assument tous les coûts relatifs à la grève par eux-mêmes, voir Roberts, *Miner's Life, op. cit.*, p. 6. Il raconte également l'histoire d'Oscar Gustavson, un mineur qui finit seulement de rembourser ses dettes occasionnées par la grève cinq ans plus tard, *ibid.*, p. 7.

<sup>59</sup> Nous savons que les dépenses du syndicat pour les mois de novembre et de décembre 1941 sont de 41 356,65 \$ (voir Archives Nationales du Canada, Fonds R5699-0-4-E Canadian Labour Congress, Boîte R5699-22-3-E Canadian Congress of Labour, Dossier R5699-41-7-E Secretary Treasurer's Files, Fichier MG28-I103, vol. 133, n° 5 « Kirkland Lake Strike Fund. Contributions. », Document « Strike Benefit Expenditures November & December »). Or, bien que ce montant ne tienne probablement pas compte des crédits alloués au syndicat, il aurait fallu des dépenses beaucoup plus élevées pour venir en aide à chacun des grévistes pendant ces six premières semaines de grève. Comme la documentation sur les dépenses est incomplète, nous ne connaissons pas les dépenses du syndicat pour les mois de janvier et de février, ainsi que pour les mois subséquents.

<sup>60</sup> Gaudreau, « Les absences au travail », *op. cit.*, p. 75.

ainsi le million de dollars, pertes qui ne seront d'ailleurs jamais récupérées.

### **Conclusion**

Ce texte nous a permis de réfléchir à la signification de l'appui qu'a reçu le syndicat de Kirkland Lake d'abord au niveau national voire international, puis au niveau local pendant la fameuse grève des mines d'or de 1941-1942. Sur la scène locale, c'est la communauté qui se mobilise. Plusieurs marchands appuient généreusement la grève en accordant des crédits aux grévistes ou encore, en finançant et en soutenant la grève. À l'échelle nationale et même internationale, c'est le mouvement syndical qui répond à l'appel en recueillant des fonds pour la cause.

Mais si la grève a réussi à mobiliser plusieurs individus, organismes et syndicats, l'appui financier obtenu n'a pas couvert tous les frais engendrés, laissant le syndicat, à la fin du conflit, dans une position affaiblie par rapport aux patrons des mines qui avaient des liens étroits avec le gouvernement. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle la grève se termine : le syndicat n'est plus capable de soutenir financièrement le conflit et ne souhaite pas nuire davantage à l'effort de guerre.

Après la grève, la région de Kirkland Lake, faisant face à un nouveau contexte sociopolitique, connaît un déclin considérable. La production aurifère ne revient jamais au niveau de l'avant-grève et plusieurs centaines de personnes quittent la région. C'est aussi un point tournant pour l'unité locale 240 du *Mine Mill* qui verra diminuer ses effectifs.

Il nous paraît maintenant important de poursuivre les analyses des dépenses reliées aux grèves, car elles permettent de mieux saisir le phénomène de mobilisation en



temps de grève à l'échelle régionale ou nationale. Une mobilisation peut être solide, comme dans le cas de la grève de Kirkland Lake, mais les appuis peuvent être, comme nous venons de le démontrer, nettement insuffisants. À la fin, ce sont les grévistes qui assument la plus grande part des coûts qui y sont associés. Les nombreux ouvrages qui traitent du conflit livrent peu de renseignements à leur sujet, et ce, bien qu'ils soient les acteurs essentiels de cette histoire. Si certains travailleurs ont choisi de retourner au travail à divers moments, la majorité d'entre eux demeurent sur les piquets de grève jusqu'à la fin défendant fermement le droit à la négociation collective à un moment où la victoire des Alliés est pourtant loin d'être assurée en Europe.

Mais c'est sans doute la présence quotidienne des femmes qui symbolise le mieux la contribution de ces personnages oubliés par l'histoire. Jusqu'à maintenant, leur rôle dans la grève a surtout été réduit à quelques photographies préservées affichant leur solidarité avec les grévistes lors d'une marche à travers les rues de la ville. En réalité, les femmes eurent un rôle central en tant que mères et épouses des travailleurs, tant dans le camp gréviste que non gréviste. En effet, si les femmes ne participent pas directement au travail minier, elles doivent maîtriser le budget afin d'assurer les besoins du ménage peu importe que le mari soit ou non sur les piquets de grève. L'histoire des mineurs – et de leurs familles – est donc encore loin d'être complète.